

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GAZELENERGIE GENERATION

CENTRALE DE PROVENCE
13590 Meyreuil

Références : PG-D-2025-0297
SPR/2025-401
Code AIOT : 0006400023

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2025 dans l'établissement GAZELENERGIE GENERATION implanté CENTRALE DE PROVENCE 13590 Meyreuil. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée au titre du plan pluriannuel de contrôle, et concerne la gestion de l'eau sur le site et le bilan des actions relatives à la recherche des PFAS.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAZELENERGIE GENERATION
- CENTRALE DE PROVENCE 13590 Meyreuil
- Code AIOT : 0006400023
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La centrale de Provence est une installation de production d'électricité à partir de Biomasse. Cette activité se déroule au sein de la Tranche 4 de l'usine, la Tranche 5 ayant été déclarée au préfet en cessation d'activité, elle n'est plus en service. Elle dispose d'un arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 qui encadre l'activité. Par une décision du 27 mars 2023 du Conseil d'Etat, renvoyant au jugement de la CAA de Marseille attendu quant à la contestation de l'arrêté d'autorisation, un arrêté préfectoral de mise en demeure du 14 avril 2023 encadre désormais les dispositions réglementaires transitoires du fonctionnement de l'activité.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Disconnexion	AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 4.2	Demande d'action corrective	2 mois
6	Mesure des eaux de traitement des fumées	AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 4.3.9.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Emulseur	AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 7.7.4	Demande d'action corrective	3 mois
9	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Assurance Qualité	Décision d'exécution du 31/07/2017, article MTD1	Sans objet
2	Prélèvement Eau	AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 4.1	Sans objet
4	Eaux industrielles collectées vers EI1	AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 4.3.3.1.4	Sans objet
5	Epuration	AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 4.3.7.	Sans objet
7	Surveillance des effets sur les milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 9.2.4	Sans objet
10	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en place un programme de vérification annuelle des systèmes de disconnexion.

Par ailleurs, les émulseurs sur le site contiennent des PFAS. L'exploitant déclare avoir engagé une démarche de remplacement pour substituer ces mousses. Il est demandé de réaliser une campagne de mesure de la présence des PFAS dans les émulseurs actuellement présents sur site. Le présent rapport précise les paramètres devant être recherchés.

L'inspection de l'environnement précise que l'utilisation d'émulseurs fluorés n'est pas formellement interdite à l'heure actuelle hormis pour ceux contenant des PFOS, PFHxS. Toutefois, seuls certains

PFAS ont fait l'objet d'évaluation de leur impact sur l'homme ou l'environnement, avec un caractère très persistant reconnu de ces substances chimiques. Ce contexte conduira la DREAL PACA, en cas d'utilisation d'émulseurs contenant des PFAS à demander la prise en compte de leur présence lors de la gestion des eaux d'extinction d'un éventuel incendie : ces eaux devront être confinées puis éliminées ou subir un traitement adéquat des PFAS et autres polluants avant rejet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Assurance Qualité

Référence réglementaire : Décision d'exécution du 31/07/2017, article MTD1
Thème(s) : Risques chroniques, système de management environnemental
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ; - définition par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue de la performance environnementale de l'installation ; - Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement, Mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> a) organisation et responsabilité ; b) recrutement, formation , sensibilisation et compétence ; c) communication ; d) participation du personnel ; e) documentation ; f) contrôle efficace des procédés ; g) programme de maintenance planifiée ; h) préparation et réaction aux situations d'urgence ; i) respect de la législation sur l'environnement ; - contrôle des performances et mise en œuvre des mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération : <ul style="list-style-type: none"> a) surveillance et mesure ; b) mesures correctives et préventives ; c) audit interne et externe indépendant pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ; - revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité par la direction - suivi de la mise au point de technologies plus propres ; - prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une installation dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation, notamment : <ul style="list-style-type: none"> a) éviter les structures souterraines, b) opter pour des caractéristiques qui facilitent le démontage, c) choisir des finis de surfaces qui facilitent la décontamination, d) recourir à une configuration des équipements qui évite le piégeage de substances chimiques et facilite leur évacuation par lavage ou nettoyage, e) concevoir des équipements flexibles, autonomes, permettant un arrêt progressif, f) recourir dans la mesure du possible à des matériaux biodégradables et recyclables ; - réalisation régulière d'une analyse comparative de performances par secteur

Constats : L'exploitant a présenté les attestations relatives aux certifications qualité portant sur l'ISO 45001 et l'ISO 14001 dont les audits de renouvellement ont été pris jusqu'en 2026. Ces systèmes d'assurance qualité permettent de satisfaire aux objectifs d'IED en qualité de système de management environnemental.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prélèvement Eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation eau
Prescription contrôlée : La centrale de Provence est alimentée par les eaux de la Société du Canal de Provence (SCP) à partir du canal du Verdon et en secours des puits de l'Arc. L'eau potable est prise sur le réseau communal de Gardanne. Les utilisations d'eau qui ne s'avèrent pas liées à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limitées aux quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • SCP : consommation maximale annuelle en m³ : 12 000 000 • Réseau public (eau potable) : consommation maximale annuelle en m³ : 20 000
Constats : L'autorisation actuellement mentionnée dans les dispositions conservatoires prises par l'AP du 14 avril 2023 fixe un niveau de prélèvement de 12 000 000 m ³ à partir du réseau de la SCP et 20 000 m ³ via le réseau AEP de la commune. Par ailleurs, les débits de prélèvement sur le réseau SCP sont encadrés. Le suivi des consommations et des débits sont réalisés par l'exploitant et restent en dessous des niveaux maximum. Il conviendra dans le cadre de l'instruction en cours, de revoir ces seuils notamment celui relatif au prélèvement de la SCP qui englobe encore le fonctionnement de la tranche 5, désormais à l'arrêt, pour le rendre conforme avec la réalité de la situation de l'usage de l'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Disconnexion

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, disconnecteur ou bac de disconnexion
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentent des garanties équivalentes sont installées afin d'isoler les réseaux d'eau industrielle et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement
Constats : L'exploitant indique que la vérification annuelle des systèmes de disconnexion au niveau de l'approvisionnement de la SCP ou au niveau de l'approvisionnement du réseau AEP n'est pas réalisée. Un plan d'action a été engagé cette année par l'exploitant pour remédier à cet écart. L'exploitant doit justifier la mise en place de cette démarche en fournissant les commandes passées avec les prestataires. Il adresse sous un délai de 2 mois les résultats de ces contrôles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Eaux industrielles collectées vers EI1

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 4.3.3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesure en continu
Prescription contrôlée : Le contrôle du pH est effectué en continu à l'aide d'un pH mètre asservi à une vanne automatique qui renvoie les effluents non conformes en tête du bassin de décantation du transfert des eaux.
Constats : Le point de contrôle EI1 dispose d'un système de prélèvement en continu du pH, avec présence de la sonde. Les résultats de ces mesures sont repris dans les bilans de son autosurveillance mensuelle. Le système prévoit un report des charges dans les différents bassins en cas d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Epuration

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 4.3.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
Prescription contrôlée : Les ouvrages d'épuration (EI1 et EI2) doivent être maintenus dans un état satisfaisant de manière à conserver toute leur efficacité d'épuration. La vérification des performances d'épuration doit être réalisée par un organisme spécialisé suivant une fréquence tri annuelle.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport de la prestation réalisée pour la gestion des points de prélèvement et l'opération d'intervention réalisée en 2024. La visite des installations n'a pas permis de relever d'observations sur ces installations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mesure des eaux de traitement des fumées

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 4.3.9.					
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets					
Prescription contrôlée :					
A fréquence mensuelle : contrôle des VLE suivant tableau :					
Ouvrage		EI1, EI2	EI1	EI2	Global EI1 + EI2
Paramètre	Code SANDRE	Concentration moyenne journalière maxi (mg/l)	Flux journalier (kg/j)		
Débit		EI1 : 1000 m³/h EI2 : 400 m³/h	24000 m³/j	9600 m³/j	
Température		< 30°C			
pH		Minimum 5,5 Maximum 9,5 (neutralisation alcaline des effluents)			
MES	1305	30	360	60	420
DBO5	1313	15	180	90	
DCO	1314	50	250	125	300
Hydrocarbures totaux	7009	5	10	10	10

Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	1551	5	50	30	50
Sulfates	1338	2000	24000	12000	
Sulfites	1086	20	240	120	
Sulfures	1355	0,2	2,4	1,2	
Ion fluorures (en F-)	7073	15	180	90	
Phosphore total	1350	2	15	12	15
Fluor et ses composés	1391	15	180	90	
Arsenic et ses composés (en As)	1369	0,025	0,3	0,15	
Cadmium et ses composés (en Cd)	1388	0,025	0,3	0,15	0,45
Thallium	2555	0,05	0,6	0,3	
Étain	1380	2	24	12	
Fer, aluminium et leurs composés	7714	5	60	30	
Mercure et ses composés (en Hg)	1387	0,025	0,3	0,15	0,45
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8	9,6	4,8	
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,025	0,25	0,15	0,4
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	0,05	0,5	0,3	0,8
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,05	0,1	0,1	0,1
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	0,05	0,1	0,1	0,1
Manganèse	1394	1	24	9,6	
Indice phénols	1440	0,3	7,2	2,8	
Indice cyanures totaux	1390	0,1	2,4	0,9	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106 1760	0,5	1	1	1

Constats :

L'exploitant a fourni les rapports de contrôle de ses derniers prélèvements. Il ressort des résultats présentés la nécessité d'ajouter les paramètres Sulfures et Sulfites, mesurés par l'organisme de prélèvement et d'analyse qui ne sont pas reportés dans le tableau de synthèse des résultats.

Le rapport du contrôle du rejet de La Palun mentionne pour le mois de mars 2025, un dépassement en flux sur le paramètre Cuivre (valeur de 0.13 kg/j pour un seuil de 0.1 kg/j). L'exploitant n'a pas proposé d'éléments d'analyse sur ce dépassement qui n'a pas été relevé dans son résultat d'auto-surveillance.

L'inspection demande de surveiller ce paramètre et de signaler tout dépassement lors des prochaines campagnes.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Surveillance des effets sur les milieux aquatiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux de surfaces
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un suivi des eaux de surface aux points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La Palun amont et aval rejet - Langarié aval rejet <p>Le programme de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux fois par an : <ul style="list-style-type: none"> ○ MES ○ DCO ○ Sulfates ○ Chlorures ○ Conductivité ○ pH • une fois par an : <ul style="list-style-type: none"> ○ métaux lourds : Pb, Cu, Zn, Cr, Cd, As, Hg, Ni, V ○ HAP ○ -Hydrocarbures totaux
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé les contrôles de ces paramètres au niveau des rejets dans les 2 cours d'eau.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Emulseur

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 14/04/2023, article 7.7.4
Thème(s) : Risques chroniques, ressource en eau et mousse
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[..] une réserve en émulseur de capacité 1000 l adaptée aux produits présents sur site;[..]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare utiliser 450 litres d'émulseurs répartis dans 3 fûts au niveau des installations de la tranche 4. Ces réserves d'émulseur permettent d'alimenter le système de sprinklage pour assurer l'extinction des machines en cas d'incendie. Par ailleurs, 7 postes d'extinction mobiles répartis à l'extérieur des bâtiments sont prépositionnés.</p> <p>L'exploitant indique qu'il utilise comme émulseur le produit TOWALEX AFFF 1% PLUS Foam Concentrate (marque SKUM). Ce dernier contient des PFAS selon les indications de l'exploitant. Des mesures permettant de vérifier la présence des PFAS liés à ces équipements sont donc rendus nécessaires et doivent être réalisées, en complément des analyses déjà effectuées au niveau des points de rejet aqueux.</p> <p>L'exploitant est en train de mettre en place un plan de substitution de ces émulseurs par le produit BIO FOR N (marque BIOEX), dont il est prévu qu'il soit sans PFAS. L'exploitant doit vérifier notamment ce point auprès du fournisseur et opérer la substitution dans le courant de l'année.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise une campagne de mesure d'analyse dans l'émulseur actuel afin de la vérifier la présence et de caractériser les PFAS présents. Notamment, cette mesure est réalisée selon la méthode d'analyse TOP ASSAY, avec une mesure pré-TOPA et post-TOPA.

Un point sera réalisé au second semestre sur la base des éléments recueillis (caractérisation détaillée) afin de statuer sur le respect des interdictions de certaines substances, et d'évaluer la conformité des installation avec la réglementation applicable (considérant en particulier l'échéance d'interdiction pour le PFCA en C9-C14 au 04/07/2025 et pour l'échéance à venir concernant le PFOA au 03/12/2025 en fonction de leur concentration dans l'émulseur).

Notamment, la recherche porte sur les paramètres suivants :

Nom	Abréviation	N° CAS
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1
Acide perfluorononanoïque	PFNA (PFCA C9)	375-95-1
Acide perfluorodécanoïque	PFDA (PFCA C10)	335-76-2
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA (PFCA C11)	2058-94-8
Acide perfluorododécanoïque	PFDODA ; PFDaA (PFCA C12)	307-55-1
Acide perfluorotridécanoïque	PFTrDA ; PFTrA (PFCA C13)	72629-94-8
Acide perfluorotétradécanoïque	PFTDA (PFCA C14)	376-06-7
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	68259-12-1
Acide perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3
Acide perfluoroundécane sulfonique	PFUnDS	749786-16-1
Acide perfluorododécane sulfonique	PFDODS	79780-39-5
Acide perfluorotridécane sulfonique	PFTrDS	791563-89-8
6:2 Fluorotélomère sulfonamide bétaine	6:2 FTAB	34455-29-3

1H,1H,2H,2H-perfluorooctane sulfonate	6:2 FTS	27619-97-2
1H,1H,2H,2H-perfluorodecane sulfonate	8:2 FTS	39108-34-4
1H,1H,2H,2H-perfluorohexane sulfonate	4:2 FTS	757124-72-4
Perfluorooctane sulfonamide	PFOSA	754-91-6
N-Methyl perfluorooctane sulfonamide	MePFOSA	31506-32-8
N-Methyl-N-(2-hydroxyethyl) perfluorooctanesulfonamide	MeFOSE	24448-09-7
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 9 : PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, réalisation d'une campagne de Mesure
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p> <p>Cette campagne porte sur :</p> <p>1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;</p> <p>2° L'analyse de chacune des 20 substances</p>
<p>Constats :</p> <p>Un des prélèvements prévu au niveau du rejet LANGARIE de décembre 2023 (non réalisé), doit être remplacé par un nouveau prélèvement et doit être renseigné au niveau de l'application GIDAF. L'exploitant indique que cette mesure a été réalisée et sera rapidement ajoutée dans GIDAF. Il est rappelé la nécessité de renseigner dans l'application GIDAF l'ensemble des résultats de mesure de PFAS effectué.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats : Il est attendu de la part de l'exploitant que ce dernier établisse une liste des PFAS présents sur le site et liée à son activité. Notamment, cette liste tiendra compte des résultats des analyses demandées au point de contrôle n°8 sur les émulseurs.
Type de suites proposées : Sans suite